

Mrs. Armstrong

SECRET

ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE

№. . 9

CP.5/K/SECRET/4
20 novembre 1950
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

PARTIES CONTRACTANTES

GROUPE DE TRAVAIL "K" DES CONSULTATIONS AU TITRE DE
L'ARTICLE XII:4 (b)

Déclaration de la délégation des Etats-Unis

Monsieur le Président,

A la fin de la séance de mercredi, le Groupe de travail a terminé son examen des faits ayant trait aux consultations entre les Parties Contractantes et le Royaume-Uni. Nous savons gré au représentant du Royaume-Uni de l'exposé limpide qu'il a fait lors de l'ouverture de la consultation. Nous devons également une vive gratitude au Fonds monétaire international pour l'analyse très complète des facteurs pertinents qu'il a mis à la disposition des Parties Contractantes. Notre tâche a été grandement facilitée et la durée de nos travaux a été sensiblement écourtée grâce à l'excellent rapport que le Fonds nous a fourni et au fait qu'il ne s'est pas contenté de présenter simplement un amas de données statistiques, mais nous a fait bénéficier d'une analyse rigoureuse de ces données en même temps que de son jugement éclairé sur leur portée à maints égards. Je suis convaincu que ce double concours a apporté à ma délégation une aide substantielle, et qu'il aidera grandement les autres parties contractantes à former leurs conclusions au cours de ces consultations.

Le délégué du Royaume-Uni a fait observer, à l'ouverture de la réunion de mardi, qu'il s'agissait d'une consultation entre le Royaume-Uni et les Parties Contractantes et que l'un des principaux buts visés était de permettre à chacune des parties à la consultation de connaître les vues des autres parties. J'aimerais, en conséquence, exposer au Groupe de travail ce que pense ma délégation après avoir examiné les faits qui nous ont été présentés et entendu les points de vue qui ont été exprimés au cours de nos séances des deux derniers jours, ainsi qu'après l'étude attentive que mon gouvernement a faite de ce problème au cours des semaines qui ont précédé la présente Conférence.

Qu'il me soit permis, tout d'abord, d'exprimer notre très vive satisfaction devant l'amélioration sensible de la situation financière du Royaume-Uni ainsi que de sa situation en matière de devises, d'une manière générale, et à l'égard de la zone dollar, en particulier. J'ajouterai que, par Royaume-Uni, j'entends le Royaume-Uni en tant que Partie à l'Accord général, c'est-à-dire y compris, cela va sans dire, ses territoires dépendants d'outre-mer.

Nous sommes très heureux de constater le changement survenu. Alors que, pendant plus de dix ans, le Royaume-Uni a enregistré un déficit sérieux dans les comptes courants en dollars, accentué encore par une aggravation de la situation vers le milieu de l'année 1949, il accuse maintenant à l'égard de l'or et du dollar une situation qui s'améliore d'une manière constante, ainsi qu'un excédent effectif, constitué au cours du premier semestre de 1950 et qui paraît être en augmentation. C'est avec plaisir que nous relevons que, de septembre 1949 à septembre 1950, les réserves d'or et de dollars du Royaume-Uni ont doublé pour arriver au chiffre le plus élevé qu'elles aient atteint au cours d'une période de plus de dix ans.

Un rapide examen des chiffres relatifs aux quelques années écoulées nous fournira des indications précises sur la tendance de la balance des paiements courants du Royaume-Uni.

L'année 1947 a été marquée par un déficit de \$ 2,3 milliards. En 1948, ce déficit était tombé à \$ 900 millions. Au cours du premier trimestre de 1949, il se trouvait réduit à un taux annuel de \$ 460 millions. Pendant le second trimestre de 1949, il atteignait soudain \$ 1,3 milliard et restait élevé, au cours du troisième trimestre, se maintenant au taux annuel de \$ 1 milliard.

Les réserves d'or et de dollars du Royaume-Uni, qui reflètent les transactions de l'ensemble de la zone sterling, ont accusé également une diminution sensible au milieu de l'année 1949, tombant de \$ 1,9 milliard à la fin du premier trimestre à \$ 1,3 milliard à la date du 18 septembre 1949.

Au milieu de l'année 1949, le Royaume-Uni a pris certaines mesures en vue de réduire encore les importations en renforçant les restrictions; ces faits nous sont bien connus. Il a redoublé d'efforts pour accroître ses exportations à destination de la zone dollar et, le 18 septembre 1949, a dévalué la livre sterling par rapport à l'or.

Depuis lors, l'évolution a été toute autre. A la fin de l'année 1949, les réserves d'or et de dollars s'étaient élevées à \$ 1,6 milliard. A fin mars 1950, elles avaient dépassé le niveau de l'année précédente, et au 30 septembre de la même année, elles se montaient à \$ 2,7 milliards, chiffre le plus haut qu'elles aient atteint au cours d'une période de plus de dix ans.

Ces mouvements des réserves reflètent une nette et constante amélioration de la balance des paiements courants du Royaume-Uni. Au dernier trimestre de 1949, le déficit commercial, considérablement réduit, de la métropole du Royaume-Uni, était presque compensé par l'excédent des territoires dépendants d'outre-mer et par les achats d'or en provenance de la zone sterling, de sorte que la balance défavorable n'atteignait plus que le taux annuel de \$ 12 millions. Au cours du premier trimestre de 1950, le Royaume-Uni a enregistré un excédent sur les comptes courants qui s'est établi au taux annuel de \$ 390 millions, chiffre qui représente probablement un taux plus élevé pour la dernière partie de cette période. Depuis lors, tous les éléments dont on dispose indiquent que cet excédent a augmenté.

Les chiffres que j'ai cités relativement aux réserves reflètent l'assistance financière exceptionnelle que les Etats-Unis, le Canada et d'autres pays ont prêtée au Royaume-Uni; ceux que j'ai indiqués pour la balance des paiements représentent les transactions courantes seules et ne comprennent pas cette assistance.

Mercredi, le Président du Board of Trade a donné de nouvelles indications encourageantes, lorsqu'il a cité les chiffres des exportations et des importations du Royaume-Uni, à l'exclusion, cette fois, de celles des territoires d'outre-mer. Il a révélé que, pour le mois d'octobre, les exportations du Royaume-Uni en tant que tel atteignaient le chiffre le plus élevé que ce pays ait jamais connu, tant au total que par rapport à la zone dollar. C'est, je crois, la troisième fois, depuis près d'un siècle, que le Royaume-Uni accuse pour lui seul un excédent visible du commerce d'outre-mer. En octobre, les exportations à destination de la zone dollar ont dépassé considérablement la moyenne du troisième trimestre de 1950 et ont excédé, d'une manière appréciable, la moyenne des six premiers mois de 1950, poursuivant ainsi leur mouvement ascendant.

C'est là, évidemment, un effort magnifique de la part du Gouvernement et de la population du Royaume-Uni. Il faut les féliciter d'avoir obtenu de tels résultats en dépit des nombreuses difficultés qu'ils ont eues, nous le savons tous, à résoudre et à surmonter.

Nous constatons également avec satisfaction que les principaux facteurs favorables qui ont contribué à ce résultat ne semblent pas être transitoires, mais paraissent plutôt avoir un caractère fondamental et durable. Pour ne citer qu'un petit nombre de ces facteurs, nous signalerons l'accroissement important de la capacité de production sur le marché national du Royaume-Uni, les prix élevés qu'atteignent un grand nombre des principales exportations des territoires dépendants d'outre-mer ; le fait que le Royaume-Uni trouve maintenant, en quantités croissantes, dans les pays à monnaie faible les produits qu'il a besoin d'importer et qu'il peut se procurer à l'heure actuelle à des prix en concurrence de plus en plus forte avec ceux de la zone dollar ; le niveau élevé de la demande dans la zone dollar et la perspective que ce niveau se maintienne pendant très longtemps ; les effets de la dévaluation au point de vue de la concurrence des exportations du Royaume-Uni sur les marchés de la zone dollar ; et les résultats à escompter du temps et des efforts consacrés par le Royaume-Uni au développement de ses exportations en dollars.

Par contre, il est un fait sur lequel le délégué du Royaume-Uni a, avec raison, attiré l'attention et que nous ne devons pas perdre de vue : ce sont les nombreuses inconnues que comporte l'avenir. Il est, en effet, impossible de prévoir exactement quelles seront les répercussions de l'effort de réarmement auquel le Royaume-Uni participe avec d'autres parties contractantes par suite de la guerre de Corée. Cet effort a introduit dans la situation à la fois des facteurs favorables et des facteurs défavorables. Mais, ni l'ampleur du programme, ni la nature du rôle que le Royaume-Uni jouera dans ce programme ne sont encore connus de façon précise. La délégation des Etats-Unis se rend évidemment compte de la complexité de la situation et admet que la conclusion à laquelle elle a été conduite en constatant les facteurs favorables susmentionnés appelle certains correctifs : on ne saurait méconnaître, en effet, que l'avenir peut également réserver de réelles difficultés.

Nous avons suivi avec intérêt l'offensive menée par le Royaume-Uni, à la tête du mouvement visant à atténuer les restrictions imposées aux importations en provenance des pays à monnaie faible. Nous avons reconnu que c'était là un premier pas dans la voie de l'établissement d'un régime universel d'échanges multilatéraux et de convertibilité des monnaies. Ce mouvement était, à notre avis, conforme à l'esprit dans lequel nous avons tous soucrit au GATT et qui consiste à considérer les restrictions, notamment celles qui ont un caractère discriminatoire, comme des exceptions à la règle, destinées à perdre peu à peu de leur rigueur à mesure que s'améliore la situation qui les a provoquées, pour disparaître entièrement lorsque les circonstances ne les justifieront plus.

Nous avons attendu avec impatience que vienne le jour où il serait possible, dans le même esprit, de réaliser un premier assouplissement des restrictions que le Royaume-Uni a jugé nécessaire d'imposer aux importations en provenance de la zone dollar.

Or, d'après les résultats de notre étude et d'après les données de fait que les représentants du Royaume-Uni et du Fonds monétaire international ont fournies, nous estimons que ce jour est venu.

Les faits nous ont conduits à conclure qu'en raison des changements survenus dans les prix et les conditions d'approvisionnement, il y a sans contredit des restrictions qui ne sont plus véritablement efficaces ni nécessaires, à l'heure actuelle. Quant à celles qui sont encore efficaces,

nous sommes convaincus que l'excédent courant en or et en dollars du Royaume-Uni et les perspectives d'avenir, telles qu'elles peuvent être évaluées - compte dûment tenu des graves incertitudes que la situation nous paraît à nous-mêmes comporter - sont de nature à permettre maintenant un assouplissement important des restrictions qui frappent les importations en provenance de la zone dollar. Sans doute, les programmes de défense nationale peuvent-ils devenir un facteur de nature à influencer fortement les gains nets en dollars du Royaume-Uni, et il est évident que, dans les circonstances actuelles, les considérations militaires doivent avoir la priorité. Il est donc justifié que la mesure et la proportion dans lesquelles ces assouplissements doivent être consentis, soient calculés avec prudence. Néanmoins, mon Gouvernement est convaincu que le Royaume-Uni pourrait maintenant commencer, avec toute la prudence nécessaire, à assouplir progressivement les restrictions qu'il impose aux importations en provenance de la zone dollar.